



MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT **MOROCCO**

وكالة حساب قعدى الألفية-المغرب

« MAITRISE D'ŒUVRE DE LA MISE A NIVEAU DE 34 ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DANS LA REGION DE TANGER, TETOUAN ET AL HOCEIMA »

COMPACT II



Juillet 2019

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| RESUME EXECUTIF | 5 |
| A. Introduction..... | 6 |
| 1. Contexte | 6 |
| 2. Objet du présent document..... | 6 |
| B. Description du projet | 7 |
| C. Les impacts du projet | 9 |
| D. Cadre légal et réglementaire régissant l'acquisition des terres au Maroc..... | 10 |
| 1. Régimes fonciers au Maroc..... | 10 |
| 2. Modalités d'acquisition du foncier au Maroc | 11 |
| 3. Analyse comparative entre le cadre légal et réglementaire national et les normes de performance de la SFI applicables | 13 |
| E. Objectifs et Principes régissant le déplacement | 19 |
| F. Recensement des personnes et biens affectés et étude socioéconomique..... | 19 |
| G. Compensation des personnes affectées par le projet | 20 |
| 1. Principes régissant la compensation | 20 |
| 2. Modalités de consultation des personnes affectées et parties prenantes..... | 21 |
| 3. Diffusion de l'information au public..... | 22 |
| H. Mécanisme de gestion des doléances | 22 |
| Délais de traitement des plaintes | 24 |
| I. Responsabilités organisationnelles en matière de gestion du déplacement | 24 |
| 1. MCA-Maroc | 25 |
| 2. Direction des Domaines..... | 25 |
| 3. Ministère chargé de l'Education Nationale..... | 26 |
| 4. Autorités locales | 26 |
| J. Mise en œuvre des mesures d'atténuation..... | 26 |
| K. Coûts et Budget | 27 |
| L. Cadre de suivi- évaluation | 28 |
| 1. Plan de suivi-évaluation | 28 |
| 2. Audit final | 29 |
| M. Annexe : Situation du foncier des établissements scolaires des trois régions | |
| <i>Erreur ! Signet non défini.</i> | |
| 1. Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima | 31 |
| 2. Région de Fès Meknès | 35 |
| 1. Région de Marrakech-Safi | 41 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|---|---|
| Figure 1: Localisation géographique des 34 établissements scolaires | 8 |
| Figure 2 : Répartition des établissements par province | 9 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|--|
| Tableau 1 : Comparaison entre les exigences de la réglementation marocaine et la NP514 | |
|--|--|

ABREVIATIONS/ACRONYMES

| | |
|-----------|--|
| APS | Avant-Projet Sommaire |
| AGR | Activités génératrices de revenus |
| APD | Avant-Projet Détaillé |
| AREF | Académie Régionale d'Éducation et de Formation |
| BO | Bulletin officiel |
| CAE | Commission Administrative d'Evaluation |
| CDG | Caisse de Dépôt et de Gestion |
| CPR | Cadre de Politique de Réinstallation |
| DPR | Direction Provinciale de l'Agriculture |
| EIES/ESIA | Études d'Impacts Environnementales et Sociales/Environmental and Social Impacts Assessment |
| ESP | Environmental and Social Performance |
| Gvt | Gouvernement |
| MCA | Millennium Challenge Account |
| MCC | Millennium Challenge Corporation |
| MEN | Ministère de l'Éducation Nationale |
| MENFPESRS | Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique |
| MIAES | Modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire |
| MO | Maitre d'ouvrage |
| MOE | Maitrise d'œuvre |
| NP | Normes de Performance ou Performance Standard (PS) |
| PAP | Personne Affectée par le Projet |
| PAR/RAP | Plan Action de Réinstallation |
| PDE | Projet de décret d'expropriation |
| PEPP | Plan d'Engagement des Parties Prenants |
| PGES | Plan de Gestion Environnementale et Sociale |
| PRMS | Plan de Restauration des Moyens de Subsistance |
| NP | Normes de Performance ou Performance Standard (PS) |
| SFI/IFC | Société Financière Internationale/International Finance Corporation |
| TTH | Tanger-Tetouan-Al Hoceima |

RESUME EXECUTIF

La composante « Education secondaire » fait partie du Projet « Education et formation pour l'employabilité » qui s'inscrit dans le cadre du deuxième programme de coopération (Compact II), conclu le 30 novembre 2015 entre le Royaume du Maroc et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC).

La composante « Education secondaire », doté d'un budget de l'ordre de 112,6 millions dollars, a pour objet d'améliorer la qualité et la pertinence des programmes de l'enseignement secondaire (collèges et lycées) et l'équité d'accès à cet enseignement. Conçue en parfait alignement sur la nouvelle vision stratégique 2015-2030 de réforme du système d'éducation et de formation au Maroc, l'activité « Education secondaire » est structurée autour de trois principales composantes : (i) la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire (MIAES) ; (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information « MASSAR » ; et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

Dans le cadre de cette dernière composante, il n'est pas prévu de déplacement physique et/ou économique de populations, puisqu'il sera procédé uniquement à la réhabilitation de 34 établissements secondaires relevant du Ministère d'Education Nationale (MEN), dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (TTH). Aucune acquisition de terrain ne serait à priori nécessaire. Mais étant donné que les impacts sur les populations ne seront dûment identifiés qu'une fois les études techniques au stade Avant-Projet Sommaire (APS) finalisées, un Cadre Politique de Réinstallation (CPR) est requis conformément aux exigences de la Société Financière Internationale (SFI) afin de fixer les principes et la méthodologie de gestion de tels impacts s'ils venaient à se concrétiser.

Le CPR a été développé en conformité aux principes et objectifs de la SFI et les Plan d'Action de Réinstallation (PAR) et/ou Plan de Restauration des Moyens de Subsistances (PRMS) qui en découleront éventuellement si nécessaire. Ils devront être préparés conformément aux dispositions de ce CPR.

Le principal objectif du CPR est de définir la méthodologie et les principes pour développer un système de compensation qui cadre avec les exigences de la loi nationale marocaine, ainsi que la SFI (prix de remplacement). Le CPR fournira également les lignes directrices pour élaborer soit un PAR ou un PRMS selon les actions faites et les impacts réalisés pour rétablir les moyens de subsistance des personnes à leur niveau d'avant-projet ou autant que possible les améliorer.

Le CPR établit les principes, les procédures, les catégories de droits, les critères d'éligibilité et les dispositions organisationnelles qui vont régir la compensation des personnes affectées par l'acquisition des terres et autres biens fixes, pour les besoins du projet. Il prévoit également l'approche à même de garantir que le processus de gestion de la réinstallation et/ou la restauration des moyens de subsistance conforme avec les

exigences de la SFI et MCC, y compris de prendre en compte assistance aux personnes vulnérables, et le contexte de l'intégration genre et inclusion sociale.

A. INTRODUCTION

1. Contexte

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) qui est entré en vigueur le 30 juin 2017. Le Compact II comprend pour une durée de 5 ans, 2 projets à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Dans le cadre du projet « Education et formation pour l'employabilité », la composante « **Education secondaire** », **objet du présent CPR**, vise à améliorer la qualité et la pertinence des programmes de l'enseignement secondaire (collèges et lycées) et l'équité d'accès à cet enseignement. Conçue en parfait alignement avec la vision stratégique 2015-2030 de réforme du système de l'éducation, la composante « Education secondaire cible 34 établissements d'enseignement secondaire (collèges et lycées) de la région TTH, est structurée autour de trois principales composantes : (i) la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire « MIAES » ; (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information « MASSAR » ; et (iii) le développement d'une nouvelle approche d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

2. Objet du présent document

Le présent CPR concerne seulement la composante « **Education secondaire** ». Il a pour objet de définir les principes et la méthodologie qui régiront l'atténuation des impacts d'éventuels déplacements économiques occasionnés par le présent projet.

Dans le cadre de cette composante, il n'est pas prévu de déplacement physique ni économique de populations, puisqu'il sera procédé uniquement à la réhabilitation de 34 établissements secondaires relevant du MEN, dans la région de TTH. Aucune acquisition de terrain ne serait a priori nécessaire. Mais compte tenu du fait que les impacts sur les populations ne seront dûment identifiés qu'une fois les études techniques au stade APS finalisées, le développement d'un CPR est requis par la SFI pour fournir le cadre de gestion d'éventuels déplacements même si la probabilité de leur intervention est limitée.

Vu la nature de l'intervention du projet, la politique du projet est d'éviter systématiquement les déplacements physiques et économiques, raison pour laquelle et à chaque fois que le projet d'investissement proposé aura comme impact le déplacement physique/économique, celui-ci sera revu pour éviter, ou au moins minimiser, ce type d'impact (un audit foncier a été réalisé et le choix des sites a été basé sur le fait que les terrains litigieux et non résolus ne sont pas retenus, les litiges ayant pris voie de justice sont conformes). Exceptionnellement, si une situation, non encore déterminée à ce stade,

exigerait un déplacement physique/économiques, le présent CPR sera mis à jour (matrice d'éligibilité et de compensation) et un PAR/PRMS sera développé en conséquence.

Puisqu'il s'agit d'un projet qui évite systématiquement les déplacements physiques et économiques, et vu que la nature des impacts n'est pas encore connue, il a été décidé de ne pas dresser les matrices dans le présent CPR. Comme cité plus haut, exceptionnellement, si un déplacement se produit on mettra à jour le document. Ce Cadre de Politique de Réinstallation définit les orientations en matière de restauration des moyens de subsistance durant l'exécution du projet, pour assurer une atténuation efficace et équitable des impacts sur les populations affectées par les activités et garantir le rétablissement de leurs moyens de subsistance à un niveau égal ou meilleur à leur état avant l'occurrence de l'impact.

Le présent CPR établit les principes, les procédures, les catégories de droits, les critères d'éligibilité et les dispositions organisationnelles qui vont régir la gestion des impacts liés aux éventuels déplacements physiques/économiques occasionnés par le projet. Il prévoit également comment prendre en compte la dimension genre et inclusion sociale et comment assister les personnes vulnérables à travers le processus de restauration des moyens de subsistance.

Les principes et procédures décrits dans ce document s'appliqueront aux activités du Projet exécutés par le MCA et ses contractants/consultants dans le cadre de la composante « Education secondaire ».

Une fois validé, le CPR sera valable et applicable pendant la durée du Compact II et jusqu'à ce que les plans de restauration des moyens de subsistance si besoin, soient entièrement exécutés. Le CPR servira de cadre pour tous les PRMS/PAR requis dans le cadre de ce Projet.

Par ailleurs, il est possible que les investigations environnementales et sociales menées dans le cadre du projet fassent état de déplacements économiques occasionnés par des acquisitions de terres pour les mêmes établissements antérieurs au présent projet qui n'ont pas été gérés conformément aux standards de la SFI.

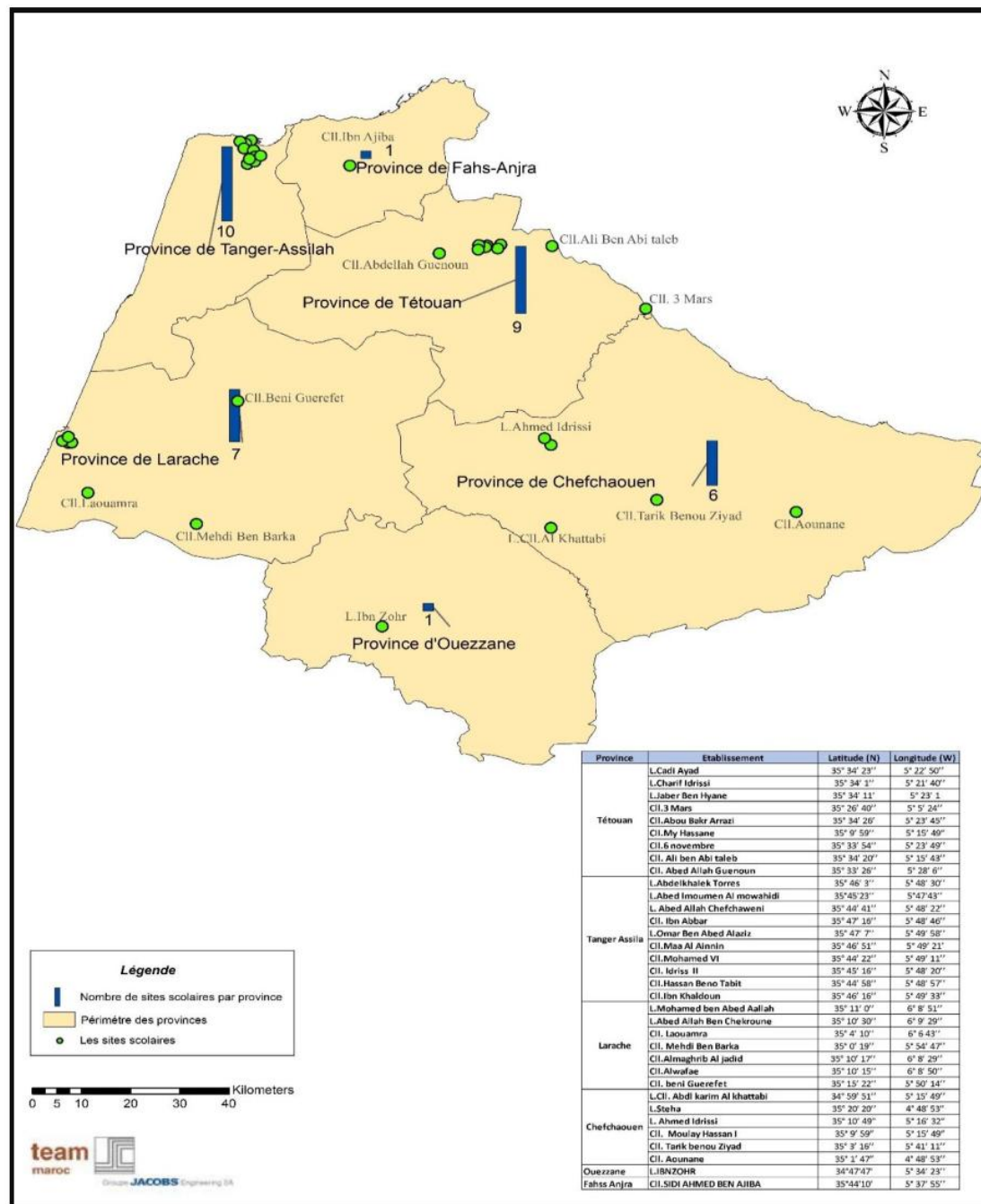
Dans ce cas, il faut justifier qu'une compensation équitable des terrains acquis a été consignée sous forme provisionnelle à la Caisse de Dépôt Gestion (CDG) et que les PAPs pourront y avoir accès dès qu'elles aient établies les documents justificatifs de leurs droits de propriété ou réglés leurs litiges éventuels, Si cette justification n'est pas possible à établir, l'établissement concerné ne peut pas faire partie du projet.

B. DESCRIPTION DU PROJET

La composante « Education secondaire » cible 34 établissements secondaires localisés dans 5 provinces (Fahs-Anjra, Tétouan, Ouezzane, Larache, Chefchaouen) et une préfecture (Tanger-Assila) relevant de la région TTH. Parmi ces 34 établissements, 26 sont situés en milieu urbain et 8 en milieu rural.

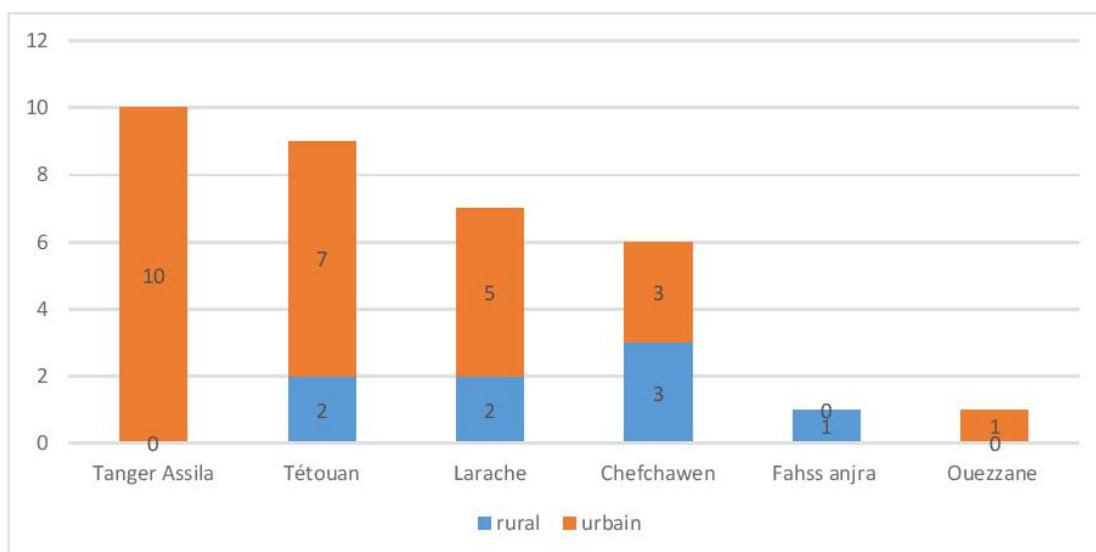
La répartition géographique des établissements est présentée dans la carte ci-dessous :

Figure 1: Localisation géographique des 34 établissements scolaires



La figure ci-dessous donne la répartition des établissements concernés par province et préfecture :

Figure 2 : Répartition des établissements par province



Selon les données du tableau ci-dessus, c'est la préfecture de Tanger-Assila qui regroupe le plus grand nombre d'établissements (10 établissements) parmi les 34 concernés. Viennent ensuite les provinces de Tétouan (avec 9 établissements), Larache (avec 7 établissements) et Chefchaouen (avec 6 établissements). Les provinces de Fahs-Anjra et de Ouezzane ne comptent qu'un établissement chacune.

En ce qui concerne les activités prévues, elles se présentent comme suit :

- La mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire (MIAES), incluant le renforcement de leur autonomie administrative et financière, la promotion d'une pédagogie centrée sur l'élève et l'amélioration de l'environnement physique des apprentissages ;
- Le renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et du système d'information « MASSAR » ; et
- Le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires ;
- Réhabilitation physiques de l'infrastructure des 34 établissements.

La majorité des activités portent sur le renforcement des capacités et l'établissement des procédures et des systèmes.

C. LES IMPACTS DU PROJET

Globalement, les impacts du projet sont positifs puisqu'il contribuera à améliorer l'équité d'accès, la qualité et la pertinence des programmes de l'enseignement secondaire dans 34 établissements ciblant collégiens, lycéens, enseignants et administrateurs.

Il est très peu probable que la mise à niveau des 34 établissements concernée par ce CPR occasionne une acquisition de terrains privés. Les travaux à l'intérieur des établissements sont des travaux de réhabilitation sans extensions prévues. L'acheminement de l'eau

potable et de l'électricité lorsqu'il y a lieu empruntera les terrains du Domaine public de l'Etat ou ceux du Domaine public communal. Au cas où le passage par un terrain privé est inévitable, il s'agira d'une servitude qui sera négociée de gré à gré.

Cependant, ce sont les études, une fois finalisées, qui détermineront de façon précise au niveau de chaque site, si des acquisitions de terrain sont nécessaires et le nombre de personnes affectées par ces acquisitions. Ces impacts potentiels seront dans la mesure du possible évités et/ou minimisés et si les impacts ne peuvent pas être évités ou même minimisés, des mesures seront développées afin de les atténuer. Toutes pertes ou impacts seront compensés à leur juste valeur tout en suivant la législation nationale et les normes de la Société Financière International (SFI) ainsi que les lignes directrices du MCC.

D. CADRE LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE RÉGISSANT L'ACQUISITION DES TERRES AU MAROC

1. Régimes fonciers au Maroc

Le système foncier marocain se caractérise par une multitude de régimes fonciers, qui peuvent être regroupés en deux catégories :

A- Les régimes domaniaux, constitués par :

- a. Le domaine Public de l'État et le domaine public communal, qui ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée et dont l'usage est public. Il est régi par des règles spéciales qui lui sont applicables en matière d'affectation, d'inaliénabilité, d'insaisissabilité, d'imprescriptibilité et de modes d'utilisation. Le domaine public de l'Etat est géré par le Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau;
- b. Le domaine Privé de l'État et le domaine Privé communal: tous les biens que possèdent l'État ou les collectivités et qui ne sont affectés ni à l'usage direct du public, ni à un service public ; il est donc aliénable et prescriptible. Toutefois, son régime juridique est constitué par de nombreuses règles spécifiques en matière d'acquisition des biens qui le composent, de leur délimitation ou de leur gestion. Le domaine privé de l'Etat est géré par la Direction des Domaines du Ministère des Finances ;
- c. Le domaine Forestier : En vue d'assurer la préservation, la protection et le développement de ce patrimoine national, le législateur a consacré le principe de la domanialité des forêts, et de leur inaliénabilité à l'exception des trois formes de transactions foncières prévues par la réglementation. La gestion du domaine forestier est confiée à l'administration des eaux et forêts (Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification).

B- Les régimes non domaniaux constitués par :

- a. Le *Melk* est le statut largement prédominant. Il s'agit de la propriété privée de la terre au sens du droit romain (*usus, abusus, fructus*). Les terres *Melk* appartiennent à une ou plusieurs personnes qui en ont pleine jouissance.
- b. Les terres Collectives, sont des terres « imprescriptibles, inaliénables et insaisissables » appartenant à des groupements ethniques soumis à la tutelle du Ministère de l'Intérieur. Ces terres sont distribuées entre les ayants droit qui n'ont qu'un droit de jouissance (usufruit), lui-même inaliénable. Les collectivités dotées de la personnalité morale sont propriétaires à titre collectif d'un domaine qui peut être immatriculé et délimité.
- c. Les terres Guichs, sont des terres relevant du domaine privé de l'État, concédées en jouissance à des tribus en contrepartie de services militaires rendus. Elles sont le plus souvent situées autour des villes impériales.
- d. Les terres Habous, sont des terres léguées par une personne à une fondation religieuse.

2. Modalités d'acquisition du foncier au Maroc

L'acquisition d'un terrain s'effectue au Maroc dans le cadre de la réglementation en vigueur, comme suit :

- Par cession de gré à gré (vente, échange, donation) ; ou,
- Par suite de succession (héritage et partages successoraux) ; ou,
- Par suite à une décision judiciaire (saisie, résolution de litiges), ou
- Par suite d'expropriation pour utilité publique

La constitution marocaine de 2011 a érigé le respect de la propriété privée en principe constitutionnel. Celle-ci est garantie mais la loi peut en limiter l'étendue et l'exercice, si les exigences du développement économique et social du pays le nécessitent. Il ne peut être procédé à l'expropriation que dans les cas et les formes prévus par la loi n°7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire, ¹. Cette loi définit les éléments suivants : champ d'application, les procédures (administrative et judiciaire), les publications, notifications et autres actes de publicité, les garanties juridiques et financières des expropriés, les voies de recours ainsi que l'occupation temporaire.

La procédure de l'expropriation, qui ne peut porter que sur des biens immobiliers et sur tous les droits qui y sont inscrits, tend à maintenir un équilibre entre les intérêts des propriétaires et l'intérêt général. Cette préoccupation législative apparaît dans les conditions et les obligations dictées par la loi, imposant à l'expropriant d'accomplir de

¹ Loi 7-81, promulguée par le Dahir 1-81-254 du 6 mai 1982 et publié au Bulletin Officiel n° 3685 du 15 juin 1982

manière intégrale des formalités précises et bien définies dans le temps et dans l'espace, dont le but est d'informer et de ne pas léser les ayants droits.

Normes de la Société Financière Internationale applicables Le présent CPR a été préparé en conformité avec les Normes de Performance environnementales et sociales de la Société Financière Internationale, appliquées par le MCC en particulier la NP 5 relative à l'Acquisition des terres et à la réinstallation involontaire et la NP 1 qui fixe les exigences relatives à la divulgation d'informations et à la consultation publique.

Norme de Performance 5 : Acquisition de Terre et Réinstallation Involontaire

La Norme de Performance 5 identifie les exigences pour la gestion des déplacements physiques et/ou économiques occasionnés par le Projet en. Ceci inclut les exigences pour la restauration des activités économiques et des moyens de subsistance

Les exigences de cette norme visent à :

- Éviter la réinstallation involontaire et si ce n'est pas possible, limiter la réinstallation involontaire en explorant d'autres alternatives de conception des projets ;
- Protéger et améliorer les moyens de subsistance des personnes déplacées quand la réinstallation est inévitable ;
- Faire tout ce qui est possible pour éviter des expulsions forcées ;
- Anticiper et au besoin éviter les impacts sociaux et économiques négatifs occasionnés par l'acquisition de terre ou par la restriction de l'utilisation de terre, en : prévoyant un dédommagement de la perte d'actifs au coût de remplacement intégral ; s'assurant que les activités de réinstallation sont exécutées ensemble avec un programme d'information et de consultation avec la participation des couches affectées ;
- Améliorer les conditions de vie des personnes physiquement déplacées par la fourniture de logements adéquats avec un droit foncier dans les sites de réinstallation ;
- Améliorer ou restaurer les moyens de subsistance des personnes déplacées, ou du moins rétablir les niveaux de leurs revenus et/ou les capacités de production correspondant aux niveaux d'avant-projet ;
- Fournir pour les squatteurs/occupants ou exploitants informels de la terre recensés avant la date butoir, une compensation pour les investissements faits sur la terre mais non pour la terre, ainsi qu'une assistance/aide pour l'amélioration de leur niveau de vie ou au moins pour la restauration à son niveau d'avant le déplacement ;
- S'assurer que les doléances des communautés affectées de même que les communications externes des parties prenantes sont pris en compte et gérés efficacement ;
- Informer, consulter et interagir avec les populations concernées par le biais du processus d'engagement des parties prenantes ;
- Mettre en place un mécanisme de gestion des doléances approprié et aisément accessible, conformément à la norme de performance 1 ;

- Accorder une attention particulière et fournir une assistance/aide spécifique aux personnes et vulnérables affectées par le projet ;
- Intégrer les considérations liées au genre tout au long du projet, de la conception à l'évaluation.

Norme de performance 1 : Évaluation et Gestion des Impacts liés aux Risques Sociaux et Environnementaux.

La Norme de Performance 1 qui concerne l'identification, l'évaluation et la mise en place du système de gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux tout au long de la vie du projet, fixe aussi les exigences de la SFI en matière d'information et de consultation des personnes affectées par les projets qu'elle finance et en matière de recueil et de gestion de leurs plaintes éventuelles...

Les principales exigences de la norme 1 en la matière sont les suivantes :

- Evaluation de l'impact social et environnemental du projet
- Identifier et analyser toutes les parties prenantes du projet
 - S'assurer que les doléances des communautés affectées de même que les communications externes des parties prenantes sont prises en compte et gérées efficacement ;
 - Promouvoir et fournir les moyens pour un engagement adéquat auprès des communautés affectées tout au long du cycle du projet, sur des questions qui pourraient les affecter et s'assurer que des informations sociales et environnementales pertinentes sont partagées.

3. Analyse comparative entre le cadre légal et réglementaire national et les normes de performance de la SFI applicables

Le tableau suivant présente les principales disparités et écarts en matière d'acquisition de terres, de réinstallation, et de restauration des moyens d'existence, entre la réglementation marocaine et la Norme de Performance 5 de la SFI, ainsi que les mesures proposées pour combler ces écarts entre les 2 systèmes :

Tableau 1 : Comparaison entre les exigences de la réglementation marocaine et la NP5

| Thème | Réglementation marocaine(La loi 7-81) ² | NP5 | Mesures) de Correction ³ |
|--|--|---|---|
| Evitement ou Minimisation du déplacement | Non exigé par la réglementation marocaine | Exigé par NP5 | <p>Recourir dans la mesure du possible au domaine public et aux emprises publiques existantes</p> <p>Des alternatives techniques ont été prévues pour éviter ou minimiser les déplacements : seuls les écoles dont la réhabilitation ne présente pas de risques de déplacement physique ou économique ont été admises dans le projet.</p> |
| Critères d'éligibilité 1. propriétaire avec titre officiel ou traditionnel, ou ne disposant pas de titre de propriété mais ayant la possibilité d'être reconnu comme propriétaire par une procédure traditionnelle (lafif adli) et d'établir des justificatifs de son droit de propriété 2. locataires et utilisateurs de la terre avec des justificatifs formels 3. Les occupants informels locataires, usufruitiers ou autres exploitants sans contrats ni bails | 1. Éligible à la compensation 2. Éligible à la compensation pour les pertes encourues, 3. Éligible à la compensation pour les pertes encourues | 1. Éligible à la compensation 2. Éligible à la compensation des pertes encourues et à des mesures d'assistance 3. Éligible à la compensation des pertes encourues et à des mesures d'assistance | |

² La loi 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique

³ Le principe retenu est que les exigences les plus strictes entre la réglementation marocaine et les normes SFI sera retenue et aussi les plus avantageuses par rapport aux PARs

| Thème | Règlementation marocaine(La loi 7-81) ² | NP5 | Mesures) de Correction ³ |
|--|--|---|---|
| 4. squatteurs | 4. Non éligible à la compensation | 4. Éligible à la compensation pour les investissements faits sur la terre mais non pour la terre, ainsi qu'à une assistance/aide pour l'amélioration de leur niveau de vie ou au moins pour la restauration à son niveau d'avant le déplacement sont exigées | Les squatteurs/occupants ou exploitants informels de la terre, recensées avant la date butoir auront droit à une compensation pour les investissements faits sur la terre mais non pour la terre, ainsi qu'à une assistance/aide pour l'amélioration de leur niveau de vie ou au moins pour la restauration à son niveau d'avant le déplacement ; |
| Recensement des PAP, | -Pas de recensement au sens strict exigé. Les PAP sont identifiés sommairement lors de l'enquête parcellaire pour identifier les biens à exproprier mais sans support spécifique pour les recenser et recueillir des informations spécifiques sur elles. | Une identification précise des PAPs (Recensement Démographique), un inventaire des biens et actifs perdus ainsi qu'une étude socioéconomique déterminant la situation des PAPs avant le déplacement et les impacts potentiels du projet sur elles ainsi l'identification des personnes vulnérables sont exigés. | Si un déplacement économique et/ou physique est inévitable, les données nécessaires à la planification de la restauration des moyens de subsistance des PAPs seront produites à l'aide d'une étude socioéconomique, inventaire des biens, caractérisation de la vulnérabilité pour les PAPs identifiées. |
| Inventaire des biens affectés | Prévue, à travers les enquêtes parcellaires qui recensent les biens affectés. | | |
| Etude socioéconomique | Non prévue | | |
| Publication d'une date butoir après laquelle aucune compensation n'est donnée | Non prévue, mais la publication du PDE au BO (après laquelle les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant, en remplit l'objectif puisqu'elle permet d'éviter que le site ne soit squatté afin d'obtenir des compensations indues. | Exigée | .Date butoir annoncée à la fin du recensement et de l'inventaire |
| Consultation publique et participation | La loi 7-81 prévoit une enquête administrative sous forme comodo incomodo, mais pas de consultation publique au sens propre | La consultation des populations est requise en tant que processus participatif jusqu'à l'exécution réussie du plan d'acquisition/d'indemnisation des terres ou Plan d'Action de Réinstallation | Réaliser et documenter des consultations des populations et des parties prenantes conformément au PEPP du projet, afin de les informer sur le projet, ses impacts, les mesures d'atténuation mises en place et recueillir leurs avis et propositions |

| Thème | Règlementation marocaine(La loi 7-81) ² | NP5 | Mesures) de Correction ³ |
|--|--|---|--|
| Compensation à la valeur intégrale de Remplacement | Les indemnités fixées par la CAE doivent correspondre à la valeur vénale des biens expropriés. Elles sont déterminées sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé et au vu des prix du foncier prévalant dans la région en se référant à des postes de comparaison relatifs à des transactions réalisées et enregistrées au niveau des services d'Enregistrement et Timbres. Quand il s'agit de terres mises en valeur, les dégâts superficiels et les pertes de revenus sont constatés et indemnisés, sur la base du barème de la D.P.A (Direction Provinciale d'Agriculture) de l'année en cours. | Les indemnités doivent nécessairement refléter le coût de remplacement intégral (Le prix de remplacement est défini comme étant la valeur marchande des actifs plus les coûts de transaction), avec une majoration pour couvrir les frais liés à l'établissement des documents de propriété (quand ils ne sont pas disponibles), ainsi que les contingences pour inflation des prix. De plus, la restitution ou l'amélioration des moyens de subsistance pour les personnes ayant perdu une partie ou la totalité de leurs moyens de subsistance, ainsi qu'une aide additionnelle pour les groupes les plus vulnérables, sont exigées. | S'assurer que toutes les pertes de biens ou restriction d'accès à des services et à des ressources économiques, sont prises en compte dans la compensation, que celle-ci est calculée sur la base de la valeur intégrale de remplacement et que des mesures de restauration des moyens de subsistance ont été mises en place |
| Paiement des compensations avant le lancement des travaux | Le paiement des compensations aux propriétaires se fait avant le lancement des travaux, lorsqu'il y a accord à l'amiable entre l'expropriant et l'exproprié sur le prix proposé par la CAE. S'il n'y a pas accord à l'amiable, soit parce que le propriétaire n'est pas d'accord sur le prix proposé, soit parce qu'il ne dispose pas des justificatifs de la propriété, soit encore parce qu'il y a litige entre les ayants droit la loi marocaine n'exige pas de versement des indemnités aux ayants droit avant la prise de possession des biens expropriés par l'expropriant Il lui suffit de consigner le montant de l'indemnisation fixé par la CAE dans un compte ouvert à la CDG au profit des expropriés. Les sommes déposées sont productives d'intérêts au taux légal [1] ; Les mains levées peuvent être délivrées aux ayants droit dès production des pièces justificatives. Les montants | Le démarrage des travaux ne peut se faire qu'une fois que les personnes affectées aient effectivement reçu leur compensation en nature ou en numéraire. | La signature d'un Accord de Compensation est prévue entre la PAP et le Projet. Cet accord décrit les engagements des 2 parties concernant les compensations monétaires et les actions à entreprendre pour la restauration des moyens de subsistance soit signé avant le démarrage des travaux. |

| Thème | Règlementation marocaine (La loi 7-81) ² | NP5 | Mesures) de Correction ³ |
|---|--|--|---|
| | déconsignés au vu des mains levées obtenues sont payables localement aux ayants droits par les Perceptions décentralisées. | | |
| Identification et assistance aux femmes et Personnes vulnérables | <p>Pas de prescriptions spécifiques dans le cadre de la réglementation de l'expropriation.</p> <p>L'assistance aux personnes vulnérables relève en général de la responsabilité des autorités locales</p> | Les personnes et groupes vulnérables doivent être identifiés et assistés afin d'améliorer leur niveau de vie ou au moins pour la restauration à son niveau d'avant le déplacement | Identifier et élaborer des mesures d'assistances spécifiques aux personnes vulnérables |
| Système d'enregistrement et de Traitement des plaintes | Recours administratif et judiciaire prévus. /Néanmoins, dans la pratique, avant le recours au système judiciaire, des négociations à l'amiable entre l'exproprié et la Commission de conciliation ont souvent lieu. De plus, les ministères disposent généralement de cellules de réception et de traitement des plaintes. D'autres institutions comme "Al Wassit" peuvent recevoir et traiter les plaintes. | Mise en place par le projet d'un système indépendant d'enregistrement et de traitement des plaintes requise | Renforcer le mécanisme de gestion de doléances mis en place par le projet afin qu'il soit accessible, approprié et connu par les populations et autres parties prenantes |
| Budget | Requis pour les indemnités des terres, des dégâts occasionnés par les travaux, des pertes de bi et de culture | Une section consacrée au budget est exigée dans le plan de réinstallation. Ce budget doit nécessairement être inclus dans le budget global du projet, avec identification des sources budgétaires. Le budget doit inclure le coût des investissements/acquisitions, le coût de fonctionnement, le coût du suivi et de l'audit et les imprévus. | Le budget doit intégrer les coûts générés par le processus d'acquisition des terrains, ainsi que les frais d'appui aux PAP, les frais administratifs, les frais de recours et les frais inhérents au suivi du processus d'acquisition et d'indemnisation; |

| Thème | Règlementation marocaine(La loi 7-81) ² | NP5 | Mesures) de Correction ³ |
|-------------------------------------|--|---|--|
| Mise en place d'un système de suivi | Non prévue, | Un plan de suivi et évaluation détaillé de la mise en œuvre du PAR/PRMS doit être préparé avec des indicateurs qui vont permettre une évaluation de la réussite/échec des efforts mené par le Projet. | Mettre en place système de suivi incluant des indicateurs, et un calendrier prévisionnel des actions à mener par les différents responsables, est mise en place. |

E. OBJECTIFS ET PRINCIPES RÉGISSANT LE DÉPLACEMENT

Il est très peu probable que les activités de la composante « Education secondaire » du Compact II génèrent un déplacement économique et/ou physique de populations puisqu'il ne s'agit que de mise à niveau d'infrastructures existantes, en l'occurrence des établissements scolaires qui existent et qui fonctionnent depuis plusieurs années. Il ne s'agit ni de construire de nouveaux établissements ou infrastructures, ni d'en étendre la superficie.

Mais étant donné qu'à ce stade du cycle de vie du projet, phase diagnostic, on ne peut pas exclure complètement toute acquisition de terrain qui demeure possible même si très peu probable pour d'éventuelles extensions, ou des infrastructures associées des PAR/PRMS sont prévus pour gérer les impacts de ces acquisitions si elles devaient se produire

Inclusion sociale et intégration des questions de genre

Les directives du MCC stipulent que toutes les activités liées à la réinstallation soient développées en respectant la politique genre et inclusion sociale du MCC.

Pour ce faire, il faudra :

- S'assurer de l'inclusion des femmes et des personnes vulnérables lors des consultations publiques en appliquant des approches participatives et qui tiennent compte des contraintes liées à la mobilité, la charge de travail, aux normes socio-culturelles, ... ;
- S'assurer que le mécanisme de gestion des plaintes élaboré est accessible et bien Compris par les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables.
- Travailler en étroite collaboration avec les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables afin de leur assurer une compensation juste et équitable.
Mettre en place des mesures d'accompagnement pour les plus vulnérables qui leur permettront de mieux profiter des compensations, tels qu'assistance pour la création d'AGR, appui à des formations, accompagnement pour la création d'associations ou de coopératives,

F. RECENSEMENT DES PERSONNES ET BIENS AFFECTÉS ET ÉTUDE SOCIOÉCONOMIQUE

La NP5 stipule qu'en cas d'acquisition de terrains ou de déplacement prévu par l'Etat, toute personne recensée et affectée sera indemnisée pour ce qu'elle perd du fait du projet :

- Les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays ou susceptibles de l'être) ;
- Ceux qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres
- Ceux qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres

qu'elles occupent, seront indemnisées pour les constructions, améliorations, plantations, ou cultures leur appartenant, mais pas pour les terres. De même qu'elles bénéficieront d'une assistance à la restauration de leurs moyens de subsistance à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant la date butoir

L'éligibilité des personnes affectées aux indemnités et/ou aux mesures de restauration des moyens de subsistance sera établie sur la base d'un recensement. La date butoir est la date à laquelle le recensement est terminé.

Seules les personnes résidentes dans la zone du Projet lors du recensement ont droit à une compensation. Les personnes arrivant dans la zone de Projet après la date butoir située après l'achèvement du recensement et l'inventaire ne seront pas éligibles à la compensation.

Le recensement sera immédiatement suivi par l'inventaire des biens matériels et fonciers, ce qui permettra d'identifier les pertes physiques et économiques. L'inventaire dans la mesure du possible, devra se dérouler en parallèle au recensement.

Il est impératif que la date butoir et les modalités d'éligibilité aient été rendues publiques et que le message ait été clairement communiqué auprès des communautés, car les personnes qui s'installeront sans autorisation à l'intérieur de l'emprise du projet, après la date limite, n'auront droit à aucune compensation ni d'aide à la réinstallation.

En cas d'acquisition de terrain, il sera donc procédé à la réalisation d'un recensement des personnes affectées, d'un inventaire des biens affectés et d'une étude socio-économique qui serviront à planifier et à suivre la mise en œuvre de la réinstallation et ou la restauration des moyens de subsistance des personnes affectées par le projet.

S'agissant d'un projet de réhabilitation, les établissements objet d'intervention se situent sur des terrains déjà acquis par le ministère de l'éducation avant le début du Compact II.

Pour l'activité employabilité, l'acquisition des terrains est du ressort des porteurs des projets. L'ensemble des procédures décrites dans le présents CPR s'appliqueront.

G. COMPENSATION DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET

1. Principes régissant la compensation

En conformité avec les normes de la SFI, le barème de compensation pour toute perte (terre, structures, plantations, cultures, etc.), sera établi sur base de la valeur intégrale de remplacement. Il est à noter que dans la mesure du possible, l'approche préférée pour les compensations liées à la terre sera celle de « terre contre terre ». Le concept de « terre contre terre » se réfère à la valeur marchande d'un terrain d'une capacité ou d'un potentiel de production équivalente.

Afin que la compensation soit équitable, transparente et respectueuse des droits des personnes affectées par le projet, la nature et les modalités de compensation devront être conformes à la NP5, régies par les principes suivants :

- Les personnes affectées doivent être consultées à toutes les étapes du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation ;
- Les compensations financières ou en nature doivent faciliter l'intégration sociale et économique des personnes ou des communautés déplacées dans les communautés d'accueil en évitant de créer des conflits entre les deux groupes ;
- Les personnes affectées doivent être indemnisées au coût de remplacement sans dépréciation, avant le déplacement effectif des personnes affectées et ce démarrage des travaux.

Dans le cas éventuel, où une acquisition de terrains sera nécessaire et en fonction des résultats du recensement, de l'inventaire, et de l'étude socio-économique, il faudra pour être en totale conformité avec la NP5, mettre en place les mesures suivantes :

- Un PAR/PRMS pour les personnes affectées par la perte ou la restriction d'accès à des ressources économiques), visant à améliorer leur niveau de vie ou au moins le restaurer à son niveau d'avant le déplacement ;
- La compensation en nature (terre contre terre), dans la mesure du possible et en prenant en compte le choix du PAP ;
- La compensation des squatters/occupants informels recensés avant la date butoir non pour la terre mais pour les pertes des cultures ou de bâtiments ainsi qu'une assistance/aide pour l'amélioration de leur niveau de vie ou au moins pour la restauration à son niveau d'avant le déplacement ;
- La remise de la compensation avant le lancement des travaux, sauf dans le cas de refus par les personnes affectées du montant proposé qui sera consigné à la CDG (caisse fiduciaire productrice d'intérêt.) ;
- L'appui aux PAP vulnérables ayant accepté le montant des indemnités, pour l'obtention de la documentation de propriété afin qu'ils puissent percevoir leurs indemnités ;
- L'assistance spécifique aux femmes, aux jeunes et à tous les groupes vulnérables, pour qu'ils puissent bénéficier équitablement des compensations, afin d'améliorer leur niveau de vie ou au moins le restaurer à son niveau d'avant le déplacement
- Mécanisme de Gestion des Doléances ; Plan de suivi-évaluation.

. Consultation des personnes affectées et autres parties prenantes

2. Modalités de consultation des personnes affectées et parties prenantes

Dans le cas où des acquisitions de terrain seront nécessaires, les populations affectées par ces acquisitions qui auront été identifiées lors du recensement, seront informées et consultées sur le projet et ses impacts, les modalités d'acquisition des terres et de compensation.

Des consultations seront régalemements réalisés, notamment dans le cadre du PEPP, afin de :

- S'assurer que tous les PAP soient pleinement informés des intentions et des objectifs de la restauration des moyens de subsistance ;
- Gérer convenablement le rétablissement des moyens de subsistance des personnes affectées ;
- S'assurer que les femmes, les jeunes ainsi que les personnes vulnérables sont pleinement impliquées à ce processus

Un registre des consultations sera mis en place ; dans ce registre seront consignées toutes les consultations réalisées avec les PAP et autres parties prenantes, incluant pour chaque rencontre :

- La date et lieu de la rencontre,
- Les objectifs et résumé de la consultation
- Les questions soulevées et mesures décidées
- La liste des participants.

Les procès-verbaux de ces consultations devront être approuvés par les participants, classés et archivés.

3. Diffusion de l'information au public

Le CPR ainsi que les éventuels PRMS et PAR qui seront élaborés seront mis à la disposition des personnes affectées et des partenaires locaux dans un lieu accessible sous une forme et dans une langue qui leur soient compréhensibles.

La diffusion des informations se fera également à travers :

- Des rencontres publiques organisées par le projet dans les zones de projet ;
- Les médias locaux ;
- La mise à disposition de l'information auprès des autorités locales et du maître d'œuvre (pendant la réalisation du projet

H. MÉCANISME DE GESTION DES DOLÉANCES

Un mécanisme de gestion des plaintes élaboré dans le cadre du PEPP a été mis en place par le projet conformément aux exigences de la NP1 de la SFI. Il couvre l'ensemble des phases du cycle de vie du projet et s'adresse à toutes les communautés affectées et plus particulièrement à celles qui subissent un impact significatif du projet tel que le déplacement économique.

Ce système prévoit un recueil des doléances et plaintes par plusieurs modalités. Soit directement au sein des écoles,

Les personnes affectées, tout en conservant la possibilité de recourir à tout moment à la Justice marocaine, pourront faire appel à ce mécanisme. Le mécanisme extra-judiciaire proposé couvre tout type de plaintes et permettra notamment :

- L'enregistrement de la plainte ou de la doléance,
- Le traitement amiable interne de la plainte ou la doléance par le projet ;
- Le traitement, le cas échéant, par un comité de médiation

Bien que n'offrant pas la garantie d'une solution à toute plainte, le système de gestion des plaintes proposé remplira l'obligation de **recevoir, d'enregistrer, de traiter, et de documenter toute plainte ou doléance**.

Recueil et traitement administratif/technique des plaintes par le Projet

Dans un premier temps, les plaintes sont enregistrées dans un registre maintenu par le gestionnaire des plaintes et placé au niveau du centre d'information et de recueil des doléances hébergé au sein de l'établissement et supervisé par le directeur dudit établissement (voir plus haut). Au niveau de chaque établissement, le gestionnaire du système reçoit la plainte, l'examine, avec éventuellement l'aide du directeur d'école et l'affecte pour résolution au service concerné au sein de l'établissement, du MENFPESRS et de services extérieurs ou de l'entreprise chargée des travaux, selon la nature de la plainte lorsqu'il s'agit de plaintes possible à résoudre aux niveaux technique et/ou administratif. Par exemples : les plaintes pouvant être résolues par simples explications seront résolues au sein de l'établissement en fournissant les informations nécessaires ; les plaintes liées à la sécurité du chantier ou aux nuisances des travaux pourraient être affectées à l'entreprise de travaux ; etc. A cette étape, le gestionnaire effectue le suivi des actions prises par les responsables concernés pour examiner, résoudre la plainte et transmettre la réponse au plaignant.

A la suite de ce premier examen auquel la MOE pourrait apporter son appui technique, sur demande du gestionnaire, une résolution est proposée au plaignant (ou la plainte est refusée ou considérée non recevable). Si le plaignant est d'accord avec la résolution proposée, un procès-verbal d'accord est dressé et la plainte est fermée.

Traitement des plaintes par un Comité de Médiation

Si le plaignant n'adhère pas à la solution proposée, la plainte est maintenue ouverte, et la deuxième étape est déclenchée : un comité de médiation, établi à cette fin par le MENFPESRS et comportant des personnes extérieures, est saisi de la plainte et invité à proposer une résolution.

En effet, les plaintes qui n'auront pas reçu une réponse acceptée par la partie plaignante passeront par une nouvelle étape de recherche de solution à l'amiable : la médiation réalisée par un comité de médiation. Ce comité, local ou régional, est composé de personnes indépendantes et impartiales parmi les catégories suivantes :

- Un représentant du MENFPESRS ou de ses services extérieurs locaux ;
- Un représentant de la commune ou de l'autorité locale ;
- Un(des) personne(s) complémentaire(s) mobilisée(s) en fonction du problème soulevé par la plainte.

- Un représentant de la partie affectée
- Un représentant de la société civile (associations ou syndicats)

Si la résolution proposée par le comité de médiation est satisfaisante pour le plaignant et pour la partie visée par la plainte, la plainte peut être clôturée. Dans le cas contraire, le plaignant est invité à rechercher une résolution par les moyens légaux à sa disposition. En effet, conformément aux exigences de la NP1 de l'IFC, le mécanisme proposé ne fera pas obstacle au recours judiciaire par le plaignant.

Il est à noter que le gestionnaire du centre d'information et de doléances régional traitera les doléances reçues à son niveau en suivant les mêmes étapes que celles présentées ici.

Des registres de plaintes seront mis en place par la MOE au niveau des centres d'information et de doléances locaux (hébergés au sein des établissements concernés par le projet) ou régional (hébergé par l'Académie Régionale de l'Education et Formation (AREF)).

Pour uniformiser l'enregistrement des plaintes au niveau de tous les centres, un modèle de fiche de plainte est annexé à ce document et sera utilisé pour la documentation de toutes les plaintes ou doléances reçues. Les registres de plaintes seront constitués par un recueil desdites fiches de plaintes.

Délais de traitement des plaintes

Dans le cadre du mécanisme proposé, toute plainte enregistrée donne lieu à :

- Un accusé de réception émis immédiatement ;
- Une proposition de résolution (avant transmission éventuelle de la plainte au Comité de Médiation) dans un délai maximal de trente jours calendaires, selon la complexité du problème soulevé : une doléance pouvant être résolue par une intervention administrative ou technique ne nécessitera pas plus d'une semaine pour recevoir une réponse. A l'inverse, une doléance relative à une question complexe liée au foncier par exemple, pourrait nécessiter un délai plus long.

I. RESPONSABILITÉS ORGANISATIONNELLES EN MATIÈRE DE GESTION DU DÉPLACEMENT

La réussite d'une opération de restauration des moyens de subsistance repose sur une structure organisationnelle dotée d'un personnel compétent et de moyens nécessaires. Les rôles et responsabilités des différents acteurs dans la mise en œuvre des activités d'atténuation des impacts liés aux déplacements économiques doivent être clairement définis et bien coordonnés.

1. MCA-Maroc

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, l'Agence MCA-Morocco est chargée de la mise en œuvre du programme objet du Compact II, conclu le 30 novembre 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des États-Unis d'Amérique.

A ce titre, l'Agence MCA-Morocco supplée le gouvernement du Maroc dans l'exercice et l'exécution de ses droits et obligations relatifs à la supervision, à la gestion et à la mise en œuvre du Compact II, y compris le volet de réinstallation.

Le MCA-Maroc sera le principal responsable pour la supervision et la gestion des actions de réinstallation, de la préparation à la mise en œuvre et à l'audit d'achèvement. De façon plus spécifique, le MCA-Maroc aura les tâches et responsabilités suivantes :

- La collaboration avec les ingénieurs dans le but de minimiser, dans la mesure du possible, impacts liés aux déplacements et la réinstallation des populations dans les zones d'interventions. A ce titre, le MCA-Morocco a présélectionné les établissements bénéficiaires sur la base d'une matrice de critères d'investissements y compris le principe d'évitement de la réinstallation (les projets nécessitant une réinstallation physique ou économique n'ont pas été retenus).
- L'approbation et la diffusion du CPR, des PRMS éventuels et particulièrement auprès des populations affectées ;
- L'exécution des actions relatives à la réinstallation et la sécurité foncière et de la coordination avec les autres départements concernés et les autorités locales ;
- La supervision et le suivi/évaluation de la mise en œuvre des actions relatives à la réinstallation ;

2. Direction des Domaines

Les terres du domaine privé de l'Etat, constitué par l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers dont l'Etat est propriétaire et ne faisant pas partie de son domaine public, sont gérées par la direction des Domaines du ministère de l'Economie et des Finances.

La Direction des Domaines est en principe chargée de l'ensemble des opérations d'acquisition des terres nécessaires au ministère de l'Education nationale, qu'il s'agisse des terrains privés ou de ceux relevant du domaine de l'Etat.

La Direction des Domaines dispose de représentations territoriales au niveau de la région, la Direction régionale des Domaines de l'Etat et au niveau provincial, la Délégation des Domaines de l'Etat qui exerce, dans le ressort territorial de la (ou les) province (s) dont elle a la charge, une compétence plénière en matière de gestion opérationnelle du patrimoine foncier de l'Etat.

Il est à rappeler que le projet intervient sur des établissements déjà existants.

3. Ministère chargé de l'Education Nationale

Le MEN participera, **si nécessaire**, à la supervision et la gestion des actions de réinstallation, et à la préparation à la mise en œuvre et à l'audit d'achèvement. De façon plus spécifique, le MEN aura les tâches et responsabilités suivantes :

- L'approbation du CPR, des PRMS/PAR éventuels et particulièrement auprès des populations affectées ;
- L'appui à l'exécution des actions relatives à la réinstallation et la sécurité foncière et de la coordination avec les autres départements concernés et les autorités locales;
- L'appui à la supervision et le suivi/évaluation de la mise en œuvre des actions relatives à la réinstallation ;

4. Autorités locales

Les autorités locales seront associées aux différents stades d'acquisition, si le besoin est exprimé par le projet, elles seront informées de l'avancement des différentes actions et appuieront MCA- Morocco et le MEN dans la mise en place des PAR/PRMS

Dans le cas où une réinstallation s'avère nécessaire, une commission Ad hoc constituée de représentants des institutions citées ci haut et autres, sera créée pour la mise en œuvre du processus de réinstallation.

J. MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'ATTÉNUATION

Si des acquisitions de terrains privés s'avèrent nécessaires, la mise en œuvre des opérations de réinstallation pourra être initiée, une fois que les PAR/PRMS ont été approuvés par les différentes entités concernées par le projet, y compris un processus de validation par la population concernée. Il est primordial que la mise en œuvre de la restauration des moyens de subsistance soit achevée avant même que les travaux d'aménagement commencent.

En vue d'assurer une coordination efficace dans l'élaboration et la mise en œuvre du PAR/PRMS, il est nécessaire de respecter un certain nombre d'étapes :

Étape 1 :

- Information/sensibilisation de la population ;
- Identification des problèmes environnementaux et sociaux.

Étape 2 :

- Evaluation des alternatives (sites, technologie, etc.) dans la vise d'éliminer/minimiser les impacts ;
- Élaboration des plans finaux des travaux.
- Accords sur l'alternative technique de réalisation du projet la plus optimale.

Étape 3 :

- Recensement démographique exhaustif des populations affectées ;
- Inventaire des biens fixes affectées ;
- Etude socio-économique pour établir une ligne de base de la situation avant-projet ;
- Détermination et dissémination de la date butoir ;
- Communications/validation des résultats des études préalables (recensement, inventaire, étude socio-économique) auprès des autorités locales ainsi que les populations concernées ;
- Préparation du PAR/PRMS, y compris des Plan d'Assistance aux Vulnérables et Genre et Inclusion Sociale;
- Validation du PRMS par la commission Ad hoc.

Étape 4 :

- Actualisation des informations relatives aux impacts du projet, ajustement des coûts et budget du PAR/PRMS si nécessaire.

Étape 5 :

- Exécution du PAR/PRMS ;
- Suivi et documentation montrant que la compensation et tous autres mécanismes de soutien ont été adéquatement exécutés : assistance aux vulnérables, mécanisme de gestion des doléances opérationnel, mécanisme de suivi et évaluation fonctionnel.

La coordination des opérations de réinstallation devra être assurée par le MCA-Maroc en étroite collaboration avec : les départements ministériels concernés et leurs représentants territoriaux ; les autorités et collectivités territoriales ; d'autres structures et institutions telles que les ONG et les associations locales.

K. COUTS ET BUDGET

Il est essentiel que tous les coûts soient évalués avec soin et inclus dans un budget détaillé du PAR/PRMS. Le budget du PAR/PRMS doit inclure une justification de toutes les hypothèses faites dans le calcul des taux de rémunération et d'autres estimations de coûts et doit tenir compte à la fois des imprévus physiques et des coûts.

Le budget pour chacun des PAR/PRMS sera déterminé sur la base des résultats du recensement, l'inventaire des actifs, et étude socio-économique. La compensation des biens perdus ou affectés sera basée sur le cout de remplacement intégral comme stipulé par la NP5 et l'évaluation sera faite par des experts indépendants (selon spécialité).

. Les coûts et budget du PAR/PRMS devront correspondre aux différentes rubriques telle que présentée dans le tableau suivant :

| Rubrique | Coût global par activité | Calendrier |
|---|--------------------------|------------|
| Compensation | | |
| Terres | | |
| Cultures | | |
| Arbres | | |
| Structures (Habitation, bâti traditionnel, locaux) | | |
| Perte de revenu | | |
| Assistance | | |
| Assistance à la restauration des moyens de subsistance des PAPs | | |
| Plan d'Assistance aux personnes vulnérables | | |
| Frais opérationnels | | |
| Démarches administratives/juridiques | | |
| Frais de mise en œuvre | | |
| Frais de Suivi | | |
| Frais de l'audit final | | |
| Total | | |

L. CADRE DE SUIVI- ÉVALUATION

L'objectif principal du plan de réinstallation est d'assurer aux personnes affectées une compensation juste et équitable, ainsi qu'un niveau de vie et des conditions de vie équivalentes ou meilleures à ce qu'elles connaissaient avant la réalisation du projet.

1. Plan de suivi-évaluation

Un plan de suivi et évaluation sera ainsi nécessaire pour pouvoir évaluer si les objectifs des PAR/PRMS ont été atteints.

En matière de suivi, ce plan vise à :

- Vérifier en permanence que le calendrier et le budget du PRMS/ PAR sont exécutés Conformément aux prévisions ;
- Vérifier que l'information de toutes les PAP a été effectuée et que le paiement des biens impactés a été effectué selon les dispositions du PRMS/ PAR ;
- Identifier tout facteur et évolution imprévus susceptibles d'influencer l'organisation du PRMS/PAR, la définition de ses mesures, d'en réduire l'efficacité ou de présenter des opportunités à mettre en valeur ;
- S'assurer que les plaintes relatives au PAR soient bien enregistrées et traitées dans un délai raisonnable ;

- Recommander dans les meilleurs délais aux instances responsables concernées les mesures correctives appropriées.

En matière d'évaluation, ce plan vise à :

- Evaluer d'une manière générale la conformité de l'exécution avec les objectifs et méthodes précisés dans le PRMS,
- Evaluer la conformité de l'exécution avec les lois et règlements ainsi que les politiques du MCC en matière de déplacement involontaire,
- Vérifier les informations fournies dans les rapports de suivi,
- Déterminer si les procédures pour la participation des PAP et la mise en place des
- Compensations en espèces et en natures ont été faites selon le CPR/PRMS,
- Évaluer si les conditions de vie et les revenus des populations affectées se sont améliorés ou tout au moins non-détériorés ;
- Présenter les leçons apprises en ce qui concerne la mise en œuvre du CPR/PRMS.

2. Audit final

L'audit final sera une évaluation ex-post indépendante qui permettra de conclure et confirmer que la mise en œuvre du PAR a été exécutée dans les délais prescrits et les conditions et procédures requises afin de s'assurer que tous les PAP ont été dûment compensés, que leurs niveaux de vie ont été améliorés ou au moins restaurés à leur état initial (avant l'élaboration et la mise en œuvre du Projet).

Si l'évaluation conclut que les objectifs n'ont pas été pleinement atteints, il faudra proposer des mesures subséquentes qui serviront de base pour la poursuite de la supervision par le MCA, si cette dernière le juge nécessaire.

. Spécificité du projet

Pour rappel, le volet infrastructure de l'activité éducation secondaire n'entraîne pas d'extension nécessitant une acquisition du foncier. Les activités se dérouleront principalement dans les enceintes actuelles des établissements.

La problématique du foncier se limitera à l'examen du passif socio-foncier des terrains. Au démarrage des activités du projet, une analyse socio-foncière (Audit) a été réalisée en examinant les archives documentaires disponibles dans les différentes administrations (Voir annexe).

D'après cette analyse, il ressort que :

Région 1 : Tanger-Tétouan-Al Hoceima

La plupart des établissements (31/34) se trouvent sur des terrains avec un statut foncier assaini. Pour les trois établissements restants (voir matrice en annexe) il s'agit de

procédures juridiques engagées depuis plusieurs années, ces procédures sont en conformité avec les normes MCC et les normes marocaines en vigueur.

Régions 2 et 3: Fès-Meknès et Marrakech-Safi

Pour L'ensemble des établissements (28 par région), la documentation examinée a permis de conclure que les procédures sont en conformité avec les normes MCC et les normes marocaines (voir matrice des régions 2 et 3).

Concernant l'activité employabilité (TVET), l'acquisition des terrains est à la charge les porteurs des projets. Cependant, MCA-Morocco veillera au respect de l'application des normes MCC et de la réglementation marocaine à travers des audits spécifiques et le considérera comme un des critères d'éligibilité pour financer les réalisations.

M. ANNEXE : SITUATION DU FONCIER DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DES TROIS REGIONS :

1. Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima

| Province | Etablissement scolaire | Commune | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° TITRE FONCIER/ REQUISITION | Année de construction lycée/collège | de | Année de régularisation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensation ? | Si en cours, modalités de régularisation du foncier | Responsable en charge de l'acquisition | Comment le litige va-t-il être traité ? |
|----------|--------------------------|---------------|--------|--------------------|--------------------|--|-------------------------------------|----|------------------------------------|--|---|---|--|--|
| Tétouan | L.Q. Cadi Ayad * | Tétouan | urbain | 501615.503 | 552408.987 | T.3818/19 ; T.3821/19 ; T.3814/19 ; T.22997/19 ; T.3817/19 ; T.3820/19 ; T.3822/19 et T.3823/19 | 1944 | | 1989 | Domaine privé de l'état | Convention | | Domaine privé de l'état | |
| | L.Q. Charif Idrissi | Tétouan | urbain | 503379.592 | 551732.395 | T22975/19 | 1964 | | | Domaine privé de l'état | Possession | | Domaine privé de l'état | Aucun litige. Terrain appartenait aux Domaines privés de l'état |
| | L.Q. Jaber Ben Hyane | Tétouan | urbain | 501338.970 | 552042.646 | Non Immatriculé | 1945 | | 2003 | Domaine privé de l'état | Possession | En cours | Domaine privé de l'état | En cours entre deux organismes publics |
| | L. CII.3 Mars | Oued Laou (M) | urbain | 528006.587 | 538177.086 | T25653/19 | 1986 | | 1998 | Habous | Amiable | | Domaine privé de l'état | |
| | L. CII.Abou Bakr Arrazi | Tétouan | urbain | 500232.544 | 552497.627 | R8260/19 | 1997 | | En cours | Particulier | Amiable + expropriation (entre 500 et 1500 dh/m²) | Expropriation | Domaine privé de l'état | La première indemnisation a été consignée à la CDG. L'indemnité complémentaire a été consignée à la CDG en juin 2017, suite à une décision judiciaire. Le jugement définitif de la Cour de cassation conforte celui de la cour d'Appel. les héritiers sont nombreux, les services régionaux attendent qu'ils fournissent les pièces justificatives. |
| | L. CII.My Hassane | Tétouan | urbain | 512280.216 | 507281.569 | Non Immatriculé | 1945 | | 1987 | Domaine privé de l'état | Possession | | Domaine privé de l'état | |
| | L. CII.6 novembre | Tétouan | urbain | 500132.820 | 551520.843 | R8362/19 ; T.3099/19 | 1982 | | 1989 | Domaine privé de l'état | Possession | | Domaine privé de l'état | |
| | L.CII. Ali ben Abi taleb | Azla | rural | 512375.468 | 552328.320 | T35938/19 | 2006 | | | Domaine privé de l'état | Possession | | Domaine privé de l'état | Aucun litige. Terrain appartenait aux Domaines privés de l'état |

| Province | Etablissement scolaire | Commune | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° FONCIER/ REQUISITION | Année construction lycée/collège | de du | Année de régularisation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensation ? | Si en cours, modalités de régularisation du foncier | Responsable en charge de l'acquisition | Comment le litige va-t-il être traité ? |
|-------------------|-------------------------------|--------------------|--------|--------------------|--------------------|---------------------------|----------------------------------|-------|------------------------------------|--|---|---|--|--|
| | L.CII. Abed Allah Guenoun | Sahtryine | rural | 493656.693 | 550657.084 | Non Immatriculé | 2011 | | 2006 | Collectivité ethnique | Amiable | | Domaine privé de l'état | |
| Tanger Assila-10- | L.Q. Abdelkhalek Torres | Charf_Souani (AR) | urbain | 462909.272 | 574072.043 | T4/G | 1982 | | 1976 | particuliers | Expropriation | Expropriation | Domaine privé de l'état | Expropriation (procédure terminée) |
| | L.Q. Abed Imoumen Al mowahidi | Charf_Mghogha (AR) | urbain | 464089.827 | 572824.102 | T354/G | 2010 | | En cours | particuliers | Expropriation | Expropriation | Domaine privé de l'état | Aucun litige. Foncier affecté au MEN |
| | L.Q. Abed Allah Chefchaweni | Bni Makada (AR) | urbain | 463098.476 | 571540.115 | T6628/G (TO BE VERIFIED) | 2012 | | En cours | particuliers | Expropriation | Expropriation | Domaine privé de l'état | Aucun litige. Indemnité réglée en 2016 |
| | L. CII. Ibn Abbar * | Tanger_Medina (AR) | urbain | 462520.035 | 576316.165 | T642 & T752 78/06 | 1963 | | 1963 | | | | Domaine privé de l'état | Aucun litige. Affecté au MEN par les Domaines depuis 1963 |
| | L. CII. Omar Ben Abed Alaziz | Tanger_Medina (AR) | urbain | 460709.754 | 576045.944 | T3221/G | 1984 | | En cours | CU + particuliers | Expropriation | Expropriation en arrêt - problèmes de Plans | Domaine privé de l'état | Aucun litige avec les particuliers Procédure de distraction/incorporation en cours (domaine public maritime) |
| | L. CII.Maa Al Ainnin | Tanger_Medina (AR) | urbain | 461630.460 | 575553.685 | T4573/6 | 1990 | | 1999 | | | | Domaine privé de l'état | |
| | L. CII.Mohamed VI | Charf_Souani (AR) | urbain | 461865.280 | 570956.610 | NON IMMATRICULE | 1973 | | 1982 | Domaine privé de l'état | | | Domaine privé de l'état | Aucun litige. Affecté au MEN les Domaines |
| | L. CII. Idriss II | Charf_Mghogha (AR) | urbain | 463156.961 | 572616.747 | T24400/06 | 1980 | | 1982 | | | | Domaine privé de l'état | |
| | L. CII.Hassan Beno Tabit | Bni Makada (AR) | urbain | 462222.683 | 572065.339 | T51277/06 | 1994 | | 1995 | | | | Domaine privé de l'état | |
| | L. CII.Ibn Khaldoun | Charf_Souani (AR) | urbain | 461327.537 | 574478.029 | T21203/06 | 1981 | | 1977 | | | | Domaine privé de l'état | |
| Larache-7- | L.Q.Mohamed ben Abed Aallah | Larache | urbain | 431755.002 | 509403.630 | T8733/36 | 1962 | | | Domaine privé de l'état | Possession | | Domaine privé de l'état | Aucun litige. Terrain appartenait aux Domaines privés de l'état |
| | L.Q. Abed Allah Ben Chekroune | Larache | urbain | 430791.787 | 508489.561 | T14193/36 P3 | 1997 | | 2012 | Municipalité de Larache | Accord à l'amiable | | Domaine privé de l'état | |
| | L. CII. Laouamra * | Laouamra | rural | 434911.881 | 496743.055 | R11774/GP3.H.S | 1994 | | | Domaine privé de l'état | Possession | | Domaine privé de l'état | |

| Province | Etablissement scolaire | Commune | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° FONCIER/ REQUISITION | Année construction lycée/collège | de du | Année de régularisation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensation ? | Si en cours, modalités de régularisation du foncier | Responsable en charge de l'acquisition | Comment le litige va-t-il été traité ? |
|---------------|--------------------------------|---------------|--------|--------------------|--------------------|-------------------------|----------------------------------|-------|------------------------------------|--|---|---|--|---|
| | L.CI. Mehdi Ben Barka | Ksar El Kebir | urbain | 453020.441 | 489513.578 | T4572/36 | 1983 | | 1983 | Particuliers | Accord à l'amiable | | Domaine privé de l'état | |
| | L.CI.Almaghrib Al jadid | Larache | urbain | 432310.350 | 508068.081 | T2979/36 | 2012 | | | domaine privé de l'état | Possession | | Domaine privé de l'état | |
| | L.CI.Alwafae | Larache | urbain | 431772.401 | 508016.435 | T3613/36 | 2002 | | 2004 | CDG | Accord à l'amiable | | Domaine privé de l'état | |
| | L.CI. ben Guerefet | beni Guerefet | rural | 460056.715 | 517321.480 | R1122/36 P2 | 2001 | | En cours | Collectivité ethnique | Expropriation | | Domaine privé de l'état | Contentieux entre particuliers prétendant à la propriété. En attente de la confirmation du propriétaire par le tribunal. Le naib de la collectivité ethnique qui a été identifiée comme propriétaire de la parcelle lors de la procédure d'acquisition a signé un accord pour céder le terrain à la construction du collège au prix fixé par la commission d'expertise (16 dhs/m2) |
| Chefchawen-6- | L. Q. Abdl karim Al khattabi * | Bab Berred | rural | 512304.709 | 488552.346 | Non Immatriculé | 1984 | | 1985 | Eaux et Forêts | Accord à l'amiable | Accord à l'amiable | Domaine privé de l'état | |
| | L.Q. Steha | Steha | rural | 553075.502 | 526564.918 | Non Immatriculé | 2012 | | En cours | Habous | Compensation suite à un jugement du tribunal | En cours | Domaine privé de l'état | En cours entre deux organismes publics |
| | L.Q. Ahmed Idrissi | chefchaouen | urbain | 511194.070 | 508822.591 | Non Immatriculé | 2005 | | 2010 | Particuliers | accord à l'amiable 250 dh/m² | Accord à l'amiable | Domaine privé de l'état | |
| | L. CI. Moulay Hassan I | chefchaouen | urbain | 512280.216 | 507281.569 | Non Immatriculé | 1988 | | 1984 | Particuliers | Possession (3 personnes n'ont toujours pas reçu leur argent jusqu'à maintenant, ils s'adressent à la province de chefchaouen sans pour autant s'adresser au tribunal | Possession | Domaine privé de l'état | |

| Province | Etablissement scolaire | Commune | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° TITRE FONCIER/ REQUISITION | Année de construction lycée/collège | de du | Année de régularisation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensation ? | Si en cours, modalités de régularisation du foncier | Responsable en charge de l'acquisition | Comment le litige va-t-il été traité ? |
|--------------|-------------------------------|--------------|--------|--------------------|--------------------|-------------------------------|-------------------------------------|-------|------------------------------------|--|--|---|--|--|
| | L.CII. Tarik benou Ziyad | Bni Darkoul | rural | 473730.565 | 494893.112 | Non Immatriculé | 2006 | | | | Compensation suite à un jugement du tribunal + Expropriation | | Domaine privé de l'état | L'indemnisation a été consignée à la CDG. Le dossier a été transmis au tribunal pour continuer la procédure d'expropriation : 5 particuliers n'ont pas fait recours à la justice et attendent juste la fin de la procédure d'expropriation pour percevoir leur argent, 3 autres ont fait recours au tribunal et le procès est en cours selon la procédure en vigueur |
| | L.CII. Aounane | Iounane | urbain | 553267.892 | 492266.615 | T64014/19 | 2007 | | En cours | Particuliers | Affectation 90dh/m² | Expropriation | Domaine privé de l'état | |
| Ouezzane (M) | L. Q. IBNZOHR * | Ouezzane (M) | | 484020.254 | 466235.941 | R46114 | 1967 | | 2009 | Domaine privé de l'état | | Affectation | Domaine privé de l'état | |
| Fahss anjra | L. CII.SIDI AHMED BEN AJIBA * | Melloussa | rural | 478861.901 | 570537.216 | R1258/61 | 2012 | | | Particuliers | Acquisition en gré à gré | Vente en gré à gré | Domaine privé de l'état | Aucun litige |

2. Région de Fès Meknès

DP MEKNES

| Etablissement scolaire | Governmen t School ID | Comm une | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° TITRE FONCIER/ REQUISITI ON | Année de constructi on du lycée/collè ge | Catégorie foncier | Année de régularisat ion du foncier | Qui était le propriétair e du terrain avant son acquisition ? | Comment a-il été acquis ? | Depuis combien de temps ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensa tion ? | Document s disponible s (titres/ Jutisficatif s...) | Si en cours, modalités de régularisat ion du foncier | Responsab le en charge de l'acquisitio n | Y a-t-il eu litige(s) ? |
|---|--------------------------|------------------|--------|-----------------------|-----------------------|--|--|---|---|--|---------------------------------|---------------------------------|--|---|---|--|----------------------------|
| LYCÉE QUALIFIANT ANASSI | 26026N | Meknès (Mun.) | URBAIN | 33,857642 0 | - 5,5665690 | 46582/59 | 2013 | PRIVE | EN COURS | SOCIETE ANASSI | DONNATI ON | 2013 | | | EN COURS | LES DOMAINE S | NON |
| LYCÉE COLLÉGIAL ALLAL AL FASSI | 04078G | Meknès (Mun.) | URBAIN | 33,866590 0 | - 5,5529090 | TF: 25108/59, 37406/05 et 43610/05 | 1982 | DOMANIA L (En cours d'affectati on) | 1983 | Privé | Acquisitio n normale | depuis 1983 | 8 020 000,00 | Titre foncier | - | LES DOMAINE S | NON |
| LYCÉE COLLÉGIAL IBN OTMANE EL MEKNASSI | 04084N | Meknès (Mun.) | URBAIN | 33,886761 0 | - 5,5689910 | TF 1018/K | 1973 | DOMANIA LAFFECTE LE 15/03/193 0 | 1929 | Privé | DONNATI ON | depuis 1930 | 2 026 200,00 | Titre foncier | - | LES DOMAINE S | NON |
| LYCÉE COLLÉGIAL RIAD | 04083M | Meknès (Mun.) | URBAIN | 33.886593 5 | - 5.5691293 | TF 16691/K | 1966 | DOMANIA L (Affecté au MEN suite au PV d'affecatti on 1521 du 27/05/196 6 | 1965 | Privé | Acquisitio n normale | depuis 1965 | 15 565 000,00 | Titre foncier | - | LES DOMAINE S | NON |
| LYCÉE QUALIFIANT MASSIRA | 03951U | Meknès (Mun.) | URBAIN | 33,891929 0 | - 5,5152180 | TF 26367/K | 1986 | DOMANIA L (En cours d'affectati on) | 2001 | Privé | Acquisitio n normale | depuis 2001 | 2 434 250,00 | Titre foncier | - | LES DOMAINE S | NON |
| LYCÉE QUALIFIANT MOULAY YOUSSEF | 03929V | Meknès (Mun.) | URBAIN | 33,894241 0 | - 5,5413050 | TF 3066/K, 9092/K et 10695/K | 2011 | DOMANIA L (En cours d'affectati on) | 1948 | Privé | Acquisitio n normale | depuis 1948 | 10 336 500,00 | Titre foncier | - | LES DOMAINE S | NON |
| LYCÉE COLLÉGIAL IBN AL MONACIF | 04086R | Meknès (Mun.) | URBAIN | 33,898788 0 | - 5,5832900 | TF 59238/05 | 1983 | DOMANIA L (En cours d'affectati on) | 1993 | Privé | Acquisitio n normale | depuis 1993 | 7 704 500,00 | Titre foncier | - | LES DOMAINE S | NON |
| LYCÉE COLLÉGIAL DAKHLA | 20941L | Meknès (Mun.) | URBAIN | 33,900425 0 | - 5,5100650 | TF 6318/K et 6731/K | 2000 | DOMANIA L (En cours | 2005 | Privé | Expropriati on | Depuis 2005 | 6 694 200,00 | Titre foncier | - | LES DOMAINE S | NON |

| Etablissement scolaire | Government School ID | Commune | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° TITRE FONCIER/REQUISITION | Année de construction du lycée/collège | Catégorie foncier | Année de régularisation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Comment a-t-il été acquis ? | Depuis combien de temps ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensation ? | Documents disponibles (titres/Jutificatifs...) | Si en cours, modalités de régularisation du foncier | Responsable en charge de l'acquisition | Y a-t-il eu litige(s) ? |
|--|----------------------|--------------|--------|--------------------|--------------------|------------------------------|--|-----------------------------------|------------------------------------|--|-----------------------------|---------------------------|---|--|---|--|-------------------------|
| | | | | | | | | d'affectation | | | | | | | | | |
| LYCÉE COLLÉGIAL AMCHIOT SALLAM BEN BOUCHTA | 03942J | MRhas siyine | RURAL | 35,0164260 | - 4,4890460 | R N 25251/05 | 1995 | DOMANIAL (En cours d'affectation) | 1977 | DOMAINE S | NON | 1977 | NON | | - | LES DOMAINE S | |

DP IFRANE

| Etablissement scolaire | Gouvernement School ID | Commune | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° TITRE FONCIER/REQUISITION | Année de construction du lycée/collège | Catégorie foncier | Année de régularisation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Comment a-t-il été acquis ? | Depuis combien de temps ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensation ? | Documents disponibles (titres/Jutisficatifs ...) | Si en cours, modalités de régularisation du foncier | Responsable en charge de l'acquisition | Y a-t-il eu litige(s) ? |
|----------------------------------|------------------------|-------------------|--------|--------------------|--------------------|--------------------------------------|--|-------------------|--|--|-----------------------------|---------------------------|---|--|---|--|-------------------------|
| LYCÉE QUALIFIANT TARIK BNOU ZIAD | 10790C | Azrou (ID 1387/U) | URBAIN | 33,4372000 | - 5,2158940 | TF 20276/K | | Domanial | PV Affectation N°1576 du 17/11/1971 | Privé | Acquisition Normale | 1935 | 8381400 | titre foncier | — | domaines | Non |
| LYCÉE COLLÉGIAL AL OUAHDA | 19887R | Azrou (1559/u) | URBAIN | 33,4545268 | - 5,2284727 | TF: 1/57, 5/57, 1787/57 et (ou) 3/57 | 16/09/1999 | Domanial | En cours d'affectation (le TF 3/57 ne fait pas objet de l'établissement) | Privé | Expropriation | 1998 | 3838500 | titre foncier | — | domaines | Non |
| LYCÉE COLLÉGIAL DAYET AOUA | 24740R | Dayat Aoua | RURAL | 33,6525485 | - 5,0021969 | TF 4766 /F | 13/09/2008 | Domanial | non | Terrain anciennement domanial | anciennement domanial | 1946 | 1569200 | titre foncier | — | domaines | Non |

DP TAOUNATE

| Etablissement scolaire | Government School ID | Commune | Milieu | N° FONCIER/ REQUISITION | Année de construction du lycée/collège | Catégorie foncier | Année de régularisation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Comment a-il été acquis ? | Depuis combien de temps ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensation ? | Documents disponibles (titres/ Jutisficatifs...) | Si en cours, modalités de régularisation du foncier | Responsable en charge de l'acquisition | Y a-t-il eu litige(s) ? |
|--|----------------------|-------------------------|--------|--|--|-------------------|------------------------------------|--|--|---------------------------|---|--|---|--|-------------------------|
| LYCÉE COLLÉGIAL EL KODS | 15931R | Karia Ba Mohamed (Mun.) | URBAIN | 6235/f-542/54-3390/f | 1980 | | 2017 | particulier | acquisition à l'amiable +expropriation | 2017 | expertise | titre | | domaine | non |
| LYCÉE COLLÉGIAL RHOUAZI | 23282F | Rhouazi | RURAL | 7040/54-7041/54-encours d'immatriculatio-7042/54-7043/54-7034/54-7035/54-7036/54-7047/54-ft4551/54 | 2003 | | 2017 | particulier | expropriation | 2017 | expertise | titre | | domaine | non |
| LYCÉE QUALIFIANT IBN SINA | 24887A | Taounate (Mun.) | URBAIN | 3674/37-7959/37-808/37-n,1 | 2009 | | 2017 | particulier | expropriation | 2017 | expertise | titre | | domaine | non |
| LYCÉE COLLÉGIAL FENNASSA | 24408E | Fennassa Bab El Hit | RURAL | NI | 2005 | | 2017 | communal | | 2017 | | titre encours | | domaine | non |
| LYCÉE COLLÉGIAL SIDI YEHYA BNI ZEROUAL | 25361R | Sidi YahyaBni Zeroual | RURAL | NI | 2011 | | 2017 | domanial | | 2017 | encienement domanial | titre encours | | domaine | non |

DP FES

| Etablissement scolaire | Govern ment School ID | Commune | Milie u | N° TITRE FONCIER/ REQUISITIO N | Année de construct ion du lycée/col lège | Catégori e foncier | Année de régularis ation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Comment a-il été acquis ? | Depui s comb ien de temp s ? | Selon quelle procédur e et quel prix de compens ation ? | Document s disponible s (titres/ Jutificatif s...) | Si en cours, modalité s de régularis ation du foncier | Respons able en charge de l'acquisit ion | Ya-t- il eu litige (s) ? |
|---|--------------------------------|-------------------|------------|---|---|--|---|---|---|---|---|---|---|---|-----------------------------------|
| LYCÉE QUALIFIANT ABDELLAH GUENNOUN | 24725Z | Saïss (Arrond.) | URB AIN | • 07/143797 • T45061/07 | 2008 | • Doman iale • Privé | 2009 | • STE OUM EL KORA • BOUHAYOUNE DRISS , OUKRIME HNIYA, | • A l'amiable • Expropriation | - | 450 dh 450 dh | • CF du titre • CF du titre | • En cours d'affectat ion • Acquititio n à l'amiable | Domaine s privés de l'état | NON |
| LYCÉE COLLÉGIAL ABDELLAH BNOU YASSINE (EX,col, bn souda2) | 02248T | Zouagha (Arrond.) | URB AIN | T445F | 1980 | Domani ale | en cours | Domaines privés de l'état | Domaines privés de l'état | - | néant | CF du titre | En cours d'affectat ion | Domaine s privés de l'état | NON |
| LYCÉE COLLÉGIAL IBN AL BANNAE | 01976X | Saïss (Arrond.) | URB AIN | T948KF | 1980 | Domani ale Affecté LE 21/09/2 017 | 2007 | Domaines privés de l'état | Affectation au MEN ESFCRS | 2007 | néant | PV D'AFFECTA TION N° 04/07 | - | Domaine s privés de l'état | NON |
| LYCÉE QUALIFIANT EL HAJ EL HADI TAJMOUATI | 02104L | Zouagha (Arrond.) | URB AIN | T445F | 1980 | Domani ale | en cours | Domaines privés de l'état | Domaines privés de l'état | - | néant | • CF du titre | En cours d'affectat ion | Domaine s privés de l'état | NON |
| LYCÉE COLLÉGIAL BNOU ACHIR | 22747Z | Zouagha (Arrond.) | URB AIN | • T60008/07 • T95354/69 | 2002 | • Domani ale • privé | en cours | • Domaines privés de l'état • Khalid ouazzani touhami | • Domaines privés de l'état • A l'amiable | - | en cours | • CF du titre • CF du titre | • En cours d'affectat ion • Acquititio n à l'amiable | Domaine s privés de l'état | NON |
| LYCÉE COLLÉGIAL HOUMANE AL FATOUAKI | 02252X | Zouagha (Arrond.) | URB AIN | • T60008/07 • 950/07 | 1996 | • Domani ale • privé | 1996 | • Domaines privés de l'état • Cf (CF) | • Domaines privés de l'état • A l'amiable | - | déjà,acqui s | • CF du titre • CF du titre | • En cours d'affectat ion • Acquititio n à l'amiable | Domaine s privés de l'état | NON |
| LYCÉE QUALIFIANT SIDI HRAZEM | 26567B | Sidi Harazem | RUR AL | • T51433/07 • Non immatriculé | 2015 | • Privé • Privé | en cours | • Ahmed Qaïssi ben allal, Manssouri | • A l'amiable • A l'amiable | - | 130dh | • CF du titre • Non | • Acquititio n à l'amiable • Acquititi | Domaine s privés de l'état | NON |

| Etablissement scolaire | Govern ment School ID | Commune | Milie u | N° TITRE FONCIER/ REQUISITIO N | Année de construct ion du lycée/col lège | Catégori e foncier | Année de régulatis ation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Comment a-il été acquis ? | Depui s comb ien de temp s ? | Selon quelle procédur e et quel prix de compens ation ? | Document s disponible s (titres/ Jutificatif s...) | Si en cours, modalité s de régularis ation du foncier | Respons able en charge de l'acquisit ion | Y a-t- il eu litige (s) ? |
|-----------------------------------|--------------------------------|----------------------------|------------|---|--|-----------------------------|--|---|---|---|---|--|---|---|------------------------------------|
| | | | | | | | | MHAMED • Driss chami | | | | immatricul é | on à l'amiable | | |
| LYCÉE COLLÉGIAL JABER IBN HAYAN | 23864N | Jnan El Ouard (Arrond.) | URB AIN | 203421/07 | 2005 | STE ALOMR ANE | en cours | | A l'amiable | - | 160dh | • CF du titre • Lettre d'accord sur le prix d'acquisiti on | Acquititio n à l'amiable | Domaine s privés de l'état | NON |
| | | | | | | STE ALOMRANE | | | | | | | | | |
| LYCÉE COLLÉGIAL AL MANFALOUTI | 25309J | El Mariniyine (Arrond.) | URB AIN | T142466/07 | 2010 | Domani ale | 28/09/20 09 | | A l'amiable | - | 300dh | • CF du titre | Acquititio n à l'amiable | Domaine s privés de l'état | NON |
| | | | | | | | | CDG | | | | | | | |
| LYCÉE QUALIFIANT AL MASSIRA | 24321K | Jnan El Ouard (Arrond.) | URB AIN | N,immatricu lé | 2006 | Privé | en cours | | Regularisé | - | 100dh | • Choix terrain, Accord B, Plan P | Acquititio n à l'amiable | Domaine s privés de l'état | NON |
| | | | | | | | | Amrani | | | | | | | |
| LYCÉE COLLÉGIAL SIDI JAWAD SQUALI | 02244N | El Mariniyine (Arrond.) | URB AIN | • T 9499F • T111307/69 | 1984 | • DOMAN IALE • Habous | en cours | | • Domaines privés de l'état • Cf (CF) | - | néant néant | • CF du titre • CF du titre | • En cours d'affectat ion • Acquititio n à l'amiable | Domaine s privés de l'état | NON |
| | | | | | | | | • Domaines privés de l'état • Habous | | | | | | | |

1. Région de Marrakech-Safi

DP ESSAOUIRA

| Etablissement scolaire | Gouvernement School ID | Commune | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° TITRE FONCIER/REQUISITION | Année de construction du lycée/collège | Catégorie foncier | Année de régularisation du foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Comment a-t-il été acquis ? | Depuis combien de temps ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensation ? | Documents disponibles (titres/Jutisficatifs...) | Si en cours, modalités de régularisation du foncier | Responsable en charge de l'acquisition | Y a-t-il eu litige(s) ? |
|-----------------------------------|------------------------|------------------|--------|--------------------|--------------------|------------------------------|--|-------------------|------------------------------------|--|-----------------------------|---------------------------|---|---|---|--|-------------------------|
| LYCEE COLLEGIAL NOUVEAU COLLEGE | 10394X | Essaouira (Mun.) | Urbain | 31,5106269 | - 9,7623806 | T 5245/M (P) | 16/09/1987 | TITRE | 19/05/1975 | DOMAINE DE L'ETAT | AMIABLE | 1975 | AFFECTATION | PROCES-VERBALE D'AFFECTATION | REGULARISE | DOMAINE DE L'ETAT | NON |
| LYCEE COLLEGIAL JABIR IBN HAYANE | 25681N | Sidi lshaq | Rural | 31,8708230 | - 9,4478677 | 26085/35 | 01/01/2010 | AQUISITION | EN COURS | PRIVE | AMIABLE | 10/06/2008 | EN COURS D'AFFECTATION | PLAN DE SITUATION+CHOIX DE TERRAIN | EN COURS | DOMAINE DE L'ETAT | NON |
| LYCEE COLLEGIAL MOHAMED ZERKTOUNI | 24216W | Ounagha | Rural | 31,5395444 | - 9,5267630 | 35/345 | 16/09/2006 | TITRE | EN COURS | DOMAINE DE L'ETAT | AMIABLE | 07/10/2003 | EN COURS D'AFFECTATION | PLAN DE SITUATION+CHOIX DE TERRAIN | EN COURS | DOMAINE DE L'ETAT | NON |
| LYCEE COLLEGIAL SMIMOU | 10399C | Smimou | Rural | 31,2143925 | - 9,7024362 | T12654/35 (P) | 10/01/1992 | TITRE | EN COURS | PRIVE | AMIABLE | 1992 | AFFECTATION | PLAN DE SITUATION | REGULARISE | DOMAINE DE L'ETAT | NON |
| LYCEE QUALIFIANT TALMEST | 10401E | Talmest (Mun.) | Urbain | 31,8092863 | - 9,3346373 | DU 5501/35 AU 5507/35 | 10/01/1982 | TITRE | EN COURS | PRIVE | AMIABLE | 1982 | AFFECTATION | PLAN DE SITUATION | REGULARISE | DOMAINE DE L'ETAT | NON |

DP CHICHAOUA

| Etablissement scolaire | Gouvernement School ID | Commune | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° TITRE FONCIER/REQUISITION | Année de construction du lycée/collège | Catégorie foncier | Année de régularisation foncier | Qui était le propriétaire du terrain avant son acquisition ? | Comment a-t-il été acquis ? | Depuis combien de temps ? | Selon quelle procédure et quel prix de compensation ? | Documents disponibles (titres/Jutificatifs ...) | Si en cours, modalités de régularisation foncier | Responsable en charge de l'acquisition | Y a-t-il eu litige(s) ? |
|------------------------------|------------------------|------------------|--------|--------------------|--------------------|------------------------------|--|-----------------------|---------------------------------|--|-----------------------------|---------------------------|---|---|--|--|-------------------------|
| LYCEE COLLEGIAL HASSAN II | 21853C | Taouloukoult | Rural | 31,2209746 | - 9,0892122 | في طور التخصيص | 2001 | privé | | privé | à l'amiable | 17/05/200 | expertise | | | | non |
| LYCÉE COLLÉGIAL HAY LHASSANI | 25486B | Chichaoua (Mun.) | Urbain | 31,4566000 | - 8,7116000 | م/جزء 14344 | 2011 | domaine | | domaine | à l'amiable | 02/02/2010 | expertise, 20 dh m2 | pv d'expertise | | Domaine public | non |
| LYCEE COLLEGIAL IBN ANNAFISS | 18465V | M'Zouda | Rural | 31,2901772 | - 8,5861268 | في طور التخصيص | 1996 | privé | | privé | expropriation | 03/02/2004 | | | decret n°2,03,969 au 3/02/2004 | | non |
| LYCÉE QUALIFIANT LAMZOUZIA | 25536F | Lamzoudia | Rural | 31,5853341 | - 8,4816709 | م/ت 66/152 | 2011 | collectivité ethnique | | collectivité ethnique | expropriation | 09/07/2012 | expertise | convocation à la reunion d'expertise | | | non |

DP MARRAKECH

| Etablissement scolaire | Govern-ment schol ID | Commune | Milieu | x (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° TITRE FONCIER/ REQUISITION | Année de construction | Catégorie foncier | Attestation de propriété | Y a-t-il eu litige(s) ? |
|--|-------------------------|----------------------------------|--------|--------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------------|--|---|----------------------------|
| LYCEE COLLEGIAL ES SAFA | 02833D | Sidi Yossef Ben Ali (Arrond) | Urbain | 257095,51 | 115622,424 | R15042/M | 05/09/1981 | recquisition 15042/M Domaine TF50838/04 | copie recquisition copie titre | non |
| LYCEE COLLEGIAL ALTAS | 23070A | Ménara (Arrond) | urbain | 248270,188 | 115298,722 | TF71483/04 p5 | 01/09/2003 | Conseil préfectoral de Marrakech | oui | non |
| LYCEE COLLEGIAL AL AZZOUZIA | 25466E | Ménara (Arrond) | urbain | 247310,927 | 124723,558 | TF353/M | 01/09/2011 | Domaine | oui | non |
| LYCEE COLLEGIAL EL MANSOUR EDDAHBI | 02625C | Marrakech- Médina (Arrond) | urbain | 254995,600 | 116742,802 | TF9626/M | 11/10/1964 | Domaine | oui | non |
| LYCEE COLLEGIAL HOUMMANE EL FETOUAKI | 24544C | Loudaya | Rural | 226368,734 | 118854,413 | T289935/04 p7 | 01/09/2009 | Domaine (Guich Loudaya) | oui | non |
| LYCEE COLLEGIAL IBN ALN AARIF | 02832C | Sidi Youssef Ben Ali (Arrond) | Urbain | 256352,686 | 115351,018 | T50838/04+ TF 15145 | 05/09/1981 | Domaine | oui TF 15145 oui T50838/04 | non |
| LYCEE COLLEGIAL NAKHIL | 02626D | Gueliz (Arrond.) | Urbain | 252513,095 | 119182,7820 | TF 8015/M | 05/09/1985 | Dommaine prive de l'etat | oui | non |
| LYCEE COLLEGIAL TENSIFT | 18547J | Ouahat sidi brahim | Rural | 252932,451 | 126863,506 | TF 49746/43/M | 05/09/1997 | Directeur domaine | oui | non |
| LYCEE QUALIFIANT EL KHAOUARIZIMI | 20647S | Ménara (Arrond.) | Urbain | 248266,555 | 116850,081 | TF157566/04 TF192720/04 | 01/09/2000 | Al Omrane | TF 157566/04 | non |
| LYCEE QUALIFIANT ERRAHALI EL FAROUK | 02633L | Gueliz (Arrond.) | Urbain | 254194,699 | 120319,467 | TF 9371/M | 16/09/1985 | Dommaine prive de l'etat | oui (daoudiat el gourna) | non |
| LYCEE QUALIFIANT HASSANE BEN TABIT | 02708T | Marrakech- Médina (Arrond) | Urbain | 255321,341 | 117351,878 | TF 11725/M | 16/09/1989 | Dommaine prive de l'etat | oui | non |
| LYCEE QUALIFIANT SALAH EDDINE EL AYOUBI | 02653H | Ménara (Arrond.) | Urbain | 246827,215 | 118421,601 | TF 62798/04 | 05/09/1993 | domaine privé de l'etat | oui | non |
| LYCEE QUALIFIANT TAMANSOURTE | 25519M | Harbil | Rural | 242989,918 | 133130,229 | TF 57756/43 | 01/09/2011 | Titre omrane | oui | non |

DP SAFI

| Etablissement scolaire | Superficie | Code | Commune | Milieu | X (lambert zone I) | Y (lambert zone I) | N° TITRE FONCIER/ REQUISITION | Année de construction du lycée/collège | Catégorie foncier | Affectation au MEN | Catégorie foncier | Attestation foncière | Plan cadastral | Y a-t-il eu litige(s) ? |
|------------------------------------|---|--------|------------------|--------|--------------------|--------------------|---|--|-------------------|--------------------|-------------------|----------------------|---|-------------------------|
| LYCEE QUALIFIANT LAFQIH EL KANOUNI | 44802(TF) | 14005X | SAFI(Mun) | URBAIN | 32,3107579 | -9,2229677 | T/5081/23 | 05/09/1985 | 05/09/1985 | Aquis | Domaine | oui | oui | non |
| LYCEE COLLEGIAL EL BOUHTOURI | | 24576M | SIDI ETTIJI | RURAL | 32,1701438 | -8,8631341 | Terrain communal | 01/09/2007 | 01/09/2007 | Aquis | Domaine | non | non | non |
| LYCEE COLLEGIAL EL KINDI | 66520(TF) | 26337B | KHAT AZZAKANE | RURAL | 32,2081128 | -9,1329822 | TF 33664/23 | 01/09/2014 | 01/09/2014 | Aquis | Domaine | oui | oui | non |
| LYCEE COLLEGIAL LAFQIH EL JAZOULI | 29216/23 65150M2 37906/23 10009M2 37914/23 10024M2 | 13996M | SEBT GZOULA(Mun) | URBAIN | 32,1055359 | -9,0806905 | TF 29216/23 TF 37906/23 TF 37914/23 | 01/01/1983 | 01/01/1983 | Aquis | les Domaine | oui pour les trois | 29216/23 non 37906/23 oui 37914/23 oui | non |
| LYCEE COLLEGIAL OUED EDDAHAB | | 13987C | SAFI(Mun) | URBAIN | 32,3158791 | -9,2220497 | R/16167/J et TF 58294/23 | 01/01/1986 | 01/01/1986 | Aquis | Domaine | oui | non | non |
| LYCEE QUALIFIANT HASSAN II | 49659(TF) | 14000S | SAFI(Mun) | URBAIN | 32,2921310 | -9,227395 | T/19729/J | 01/01/1967 | 01/01/1967 | Aquis | Domaine | oui | oui mais ne correspond pas au titre | non |